

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1904

THÈSE

N° —

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 24 mars 1904 à 1 heure.

PAR

Maxime DRUHEN

LÉGISLATION COMPARÉE

DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

AU POINT DE VUE MÉDICAL

Président : M. BROUARDEL, professeur.

*Juges : MM. JOFFROY, professeur,
THOINOT et DUPRÉ, agrégés.*

Le candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

H. JOUVE

15, rue Racine, 15

1904

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen		M. DEBOVE.
Professeurs		MM.
Anatomie.....		P. POIRIER.
Physiologie.....		CH. RICHET.
Physique médicale.....		GARIEL.
Chimie organique et Chimie minérale.....		GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....		BLANCHARD
Pathologie et thérapeutique générales.....		BOUCHARD
Pathologie médicale.....	}	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale.....		BRISSAUD.
Anatomie pathologique.....		LANNELONGUE
Histologie.....		CORNIL.
Opérations et appareils.....		MATHIASDUVAL
Pharmacologie et matière médicale.....		BERGER.
Thérapeutique.....		POUCHET.
Hygiène.....		GILBERT.
Médecine légale.....		BROUARDEL
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....		DEJERINE.
Pathologie expérimentale et comparée.....		CHANTEMESSE.
		HAYEM.
Clinique médicale.....	}	DIEULAFOY.
		DEBOVE.
		LANDOUZY.
Maladie des enfants.....		GRANCHER.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....		JOFFROY.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....		GAUCHER.
Clinique des maladies du système nerveux.....		RAYMOND
	}	TERRIER.
Clinique chirurgicale.....		DUPLAY.
		LE DENTU.
Clinique ophtalmologique.....		TILLAX.
Clinique des maladies des voies urinaires.....		DE LAPERSONNE.
Clinique d'accouchements.....		GUYON.
Clinique gynécologique.....		BUDIN.
Clinique chirurgicale infantile.....		PINARD.
		POZZI.
		KIRMISSON.

Agrégés en exercice.

MM.			
ACHARD	FAURE	LEGUEU	TEISSIER
AUVRAY	GILLES DE LA	LEPAGE	THIERY
BESANÇON	TOURETTE	MARION	THIROLOIX
BONNAIRE	GOSSET	MAUCLAIRE	THOINOT
BROCA (Aug.).	GOUGET	MERY	VAQUEZ
BROCA (André)	GUIART	POTOCKI	WALLICH
CHASSEVANT	HARTMANN	REMY	WALTHER
CUNEO	JEANSELME	RENON	WIDAL
DEMELIN	LANGLOIS	RICHAUD	WURTZ
DESGREZ	LAUNOIS	RIEFFEL (chef.)	
DUPRE	LEGRY	des travaux anat.)	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND'PÈRE
LE DOCTEUR DRUHEN

Professeur à l'Ecole de Médecine de Besançon.

A MON PÈRE LE DOCTEUR DRUHEN

Hommage respectueux de ma profonde gratitude.

A MA MÈRE

A MON FRÈRE

A MES PARENTS

A MES AMIS

*Hommage reconnaissant à nos premiers maîtres
de l'Ecole de médecine et des Hôpitaux de Besançon.*

MONSIEUR LE DOCTEUR CHAPOY

MONSIEUR LE DOCTEUR GAUDERON

MONSIEUR LE DOCTEUR BAUDIN

MONSIEUR LE DOCTEUR GOUNAND

MONSIEUR LE DOCTEUR MANDEREAU

MONSIEUR LE DOCTEUR ROLAND

MONSIEUR LE DOCTEUR HEITZ

MONSIEUR LE DOCTEUR BOLOT

MONSIEUR LE DOCTEUR PRIEUR

MONSIEUR LE DOCTEUR MAGNIN

MONSIEUR LE DOCTEUR BAIGUE

A MONSIEUR LE PROFESSEUR BRISSAUD

Médecin des Hôpitaux
Chevalier de la Légion d'Honneur.

A MONSIEUR LE DOCTEUR LEPAGE

Professeur agrégé à la Faculté de médecine
Accoucheur des Hôpitaux
Chevalier de la Légion d'Honneur.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR GUYON

Chirurgien des Hôpitaux
Membre de l'Institut et de l'Académie de Médecine
Officier de la Légion d'Honneur.

A MONSIEUR LE DOCTEUR THOINOT

Professeur agrégé à la Faculté de Médecine
Médecin des Hôpitaux.

*Qu'il nous permette de lui faire
hommage d'une thèse qu'il
nous a inspirée et qu'il a
dirigée de ses conseils éclai-
rés.*

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR BROUARDEL

Membre de l'Institut et de l'Académie de Médecine
Grand officier de la Légion d'Honneur.

LÉGISLATION COMPARÉE
DES
ACCIDENTS DU TRAVAIL
au point de vue médical

INTRODUCTION

La loi sur les accidents du travail qui fut votée le 9 avril 1898 est une de celles qui dans ces dernières années soulevèrent les discussions les plus passionnées, à raison de la nouveauté des principes qu'elle consacrait et de son importance sociale. Cette loi fut votée après quatorze années de préparation et au moment où les membres de la Chambre allaient se séparer pour demander à leurs électeurs de leur accorder à nouveau leur confiance. Malgré cette longue préparation, des voix autorisées prétendirent que le vote fut un peu hâtif, mais aujourd'hui après une expérience de cinq années, nous voyons l'accoutumance se produire dans les milieux qui avaient été au début les plus hostiles, et la jurisprudence se fixer sur les points litigieux ou suppléer à ceux que la loi avait oubliés. Si des protestations se font entendre et de jour en jour plus

nombreuses, elles viennent des ouvriers, sur lesquels retombent d'inattendues conséquences de cette loi. Pour n'en citer qu'une parce qu'elle est d'ordre médical, de nombreux patrons, et le plus grand de tous, l'Etat, soumettent l'ouvrier à une visite médicale et éliminent impitoyablement, ceux qui, par leurs tares physiques semblent offrir un terrain propice à l'accident.

Le retentissement de cette loi a été également grand dans le monde médical, à cause de la situation spéciale qu'elle fait au médecin. C'est lui qui est chargé de faire la première constatation officielle de la blessure, d'en prévoir la durée et les conséquences probables, dans un certificat qui sera la base de la première enquête. C'est lui, qui en cas de contestation entre la victime et le responsable, sera chargé de déterminer le genre d'incapacité et la réduction subie par la capacité ouvrière du blessé. C'est lui qui recherchera la relation de cause à effet entre la blessure et la mort, c'est lui enfin qui sera toujours appelé quand l'interprétation des faits échappera au magistrat, et son témoignage présentera une singulière valeur, puisqu'il ne pourra être attaqué que par la voie de l'inscription en faux.

Il nous a semblé que le champ ouvert à la médecine par la loi de 1898, pouvait encore être agrandi et utilement, en recherchant quelle était l'intervention du médecin dans les accidents du travail, en France avant la nouvelle loi, et ce qu'elle est dans les législations étrangères actuellement en vigueur.

Cette étude comparative nous a donné quelques résultats pratiques malgré l'obligation que nous nous sommes imposée de rester sur un terrain purement théorique. Nous avons, en effet, laissé volontairement dans l'ombre, certains points de l'intervention médicale tels que les premiers soins à donner aux blessés ou la question des honoraires et des frais médicaux. Nous avons de même omis de parler de la formation de la jurisprudence nouvelle et des résultats de l'exercice de la nouvelle loi. Nous n'avons voulu considérer le médecin que dans son intervention médico-légale, dans l'exercice des fonctions spéciales que lui confère la nouvelle loi. C'est-à-dire que dans chaque étude que nous avons consacrée à une loi, nous étudions d'abord la loi dans ses grandes lignes, puis les pouvoirs spéciaux qu'elle donne au médecin.

Dans la première partie de ce travail, nous examinons l'état de la législation française des accidents du travail avant 1898. Nous avons abordé ensuite l'étude de cette loi, et comme nous l'avons dit, nous avons eu successivement en vue l'esprit de cette loi, les points principaux de sa charpente, et le rôle important dévolu au médecin dans son application. Dans la dernière partie de cette étude, nous avons examiné les législations étrangères en indiquant sommairement leur texture et en précisant les différences qui les séparent de la loi Française. Il nous a semblé que la façon la plus intéressante de traiter ce sujet était de faire ressortir les divergences de toutes ces lois car

elles se ressentent toutes de leur commune origine, la loi Allemande, la première en date.

La conclusion de cette étude comparative pourra être intéressante en ce qu'elle dégagera les idées générales d'une législation encore particulière à l'Europe. Nous espérons aussi qu'elle pourra être utile, en signalant les lacunes, les avantages, ou les points originaux des diverses législations, et si nous y parvenons, nous nous estimerons largement récompensé des recherches que nous aurons faites pour arriver à ce but.

ETAT DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE AVANT 1898

De tout temps il s'est produit des accidents dans l'exécution des travaux agricoles ou industriels, et aujourd'hui encore, malgré l'extension énorme prise par le machinisme moderne, la proportion des accidents fournis par les métiers manuels est beaucoup plus considérable que celle des industries les plus compliquées et partant réputées les plus dangereuses. Ce fait est attesté dans les statistiques dressées par les soins des Sociétés d'Assurances particulièrement intéressées dans la question, et les chiffres que l'on y trouve, montrent par exemple, que la profession de charretier est infiniment plus dangereuse que celle d'ouvrier métallurgiste (1).

Il n'est donc qu'à moitié vrai de dire que les progrès envahissants du machinisme moderne ont

1. La Société Française d'Assurances contre les accidents *La Préservatrice*, demande comme prime d'Assurance annuelle, 27 fr. pour les charretiers, 45 fr. pour les puisatiers et 8 fr. 25 pour les ouvriers des forges et des hauts fourneaux.

entraîné une telle recrudescence des accidents qu'on a dû y remédier par une loi spéciale. Autre chose a pesé sur l'opinion publique, et pour nous c'est en partie le caractère que l'accident emprunte aujourd'hui au cadre inaccoutumé où il a lieu et aux circonstances qui l'accompagnent. Pourquoi le mineur tué d'un coup de grisou éveille-t-il davantage la pitié que le charretier tué d'un coup de pied de cheval ? Parce que l'accident du mineur est accompagné de circonstances dramatiques, tandis que celui du charretier est banal et d'observation journalière. Cela est si vrai que le législateur de 1898 n'avait pas octroyé à l'ouvrier agricole le bénéfice de sa loi et que si en 1899 ils s'est décidé à lui accorder quelque chose, c'est seulement dans le cas où il aurait été blessé par une machine agricole, batteuse, moissonneuse, locomobile. Nous allons d'ailleurs trouver au cours de l'étude historique que nous allons faire un fait semblable. La première fois qu'il sera question de protéger une classe d'ouvriers, il s'agira d'ouvriers dont les accidents attirent l'attention : les mineurs. Et cependant à cette époque, au xv^e siècle, ce n'était ni la généralité ni la fréquence des accidents de mines qui attiraient l'attention, puisque cette industrie naissait. Il existe donc une sorte d'accoutumance de la sensibilité publique à l'accident des professions les plus répandues et depuis le plus longtemps. Mais si on n'avait pas attendu jusqu'en 1898 pour les secourir, qu'avait-on fait ? Officiellement presque rien ; beaucoup dans le domaine de la

charité privée, surtout au moyen-âge où elle était inspirée par le christianisme et reçue dans le même esprit. Mais en même temps que ce sentiment chrétien décroîtra, nous verrons la charité baisser, n'être plus acceptée que comme un recours humiliant et être remplacée par des institutions officielles et impersonnelles.

Un autre moyen s'est toujours offert aux ouvriers de réparer les torts que leur causent les accidents du travail, c'est le groupement en vue de l'assistance mutuelle. C'est sous cette forme que nous voyons pour la première fois l'assistance médicale assurée aux membres des Collèges gallo-romains. Ces Collèges qui furent surtout florissants dans le Midi, vers le iv^e siècle, groupaient des artisans, et au moyen de prélèvements sur leurs salaires, leur assuraient des secours pécuniaires et médicaux en cas de maladies ou d'accidents. Après la période gallo-romaine, et une fois la civilisation romaine écroulée sous les poussées successives des barbares, apparaît la ghilde germanique. Elle fut une grande société d'assistance mutuelle d'inspiration démocratique et réservée aux petites gens. Primitivement guerrière, elle prit, dès que les Barbares furent fixés au sol conquis, un caractère commercial et industriel. Nous devons pourtant aller jusqu'au xii^e siècle pour trouver avec les corporations une réglementation officielle du travail, et avec les confréries, une organisation se proposant l'assistance des ouvriers blessés ou malades. Nous devons à ce sujet signaler la remarquable

organisation des fourreurs de Vair dont les statuts furent enregistrés le 10 février 1317. Dans cette société, chaque membre payait dix sous, 6 deniers, d'entrée, plus un denier par semaine. Moyennant ces redevances, chaque associé recevait en cas de maladie ou d'infirmité, trois sous par semaine, tant que durait l'incapacité de travail, trois sous pour la semaine qui suivait la convalescence et trois sous une fois payé.

Ces confréries purement charitables disparurent au xv^e siècle, au moment où nous devons signaler la première intervention du pouvoir royal en faveur des ouvriers blessés. Cette ordonnance rendue par Charles VI en faveur des ouvriers mineurs est assez remarquable pour que nous en extrayons le passage suivant : « Considéré qu'ils ouvrent et vacquent continuellement au bien de nous et de la chose public que, et pour ce, se mettent en péril d'être déshérités et morts continuellement ». C'est à cette époque que l'on signale l'apparition des premiers groupements ouvriers, sous le nom générique de compagnonnage. Ces groupements de gens de métiers similaires réunis par une organisation occulte, avaient un but d'assistance mutuelle.

Au xvi^e siècle nous signalons une nouvelle intervention du pouvoir en faveur des ouvriers blessés. Cette fois encore il s'agit de mineurs. Une ordonnance de Henri II, en date de 1548, donne au sieur

de Roberval l'autorisation d'ouvrir une mine et lui renouvelle les privilèges que Charles VI avait accordé aux mineurs.

Dès le début du xvii^e siècle, en 1604, Henri IV rend un arrêté qui concerne également les ouvriers mineurs et qui organise les secours médicaux à leur donner au cas d'accident. Cet arrêté met les frais à la charge de la mine, en se fondant sur le principe du risque professionnel. Voici comment s'exprime cet arrêté : « Estant lesdites mines, bien souvent ouvertes en lieux qui sont esloignez des paroisses et villages, tellement que les ouvriers qui y travaillent n'ont aucun exercice de leur religion, et s'ils tombent malades, ou leur arrive quelque accident esdites mines par ravages d'eaux, impétuosité de vents et autres inconveniens esquesls ceux qui y travaillent sont sujets, ne peuvent estre secourus, les sacrements leur être administrez, ni pourveu à la sépulture des morts faute de prestres et de moyen de les faire assister en telles nécessitez. Sa Majesté veut et ordonne pareillement qu'en chacune mine qui sera ouverte en ce royaume, de quelque qualité et nature qu'elle soit, un trentième soit pris sur la masse entière de tout ce qui en proviendra de bon et de net, pour être mis en main du trésorier et receveur général d'icelles mines qui en fera un chapitre de recepte à part et seront les deniers employés pour l'entretienement d'un ou deux prestres selon qu'il sera besoin tant pour dire la messe à l'heure qui sera réglée tous les dimanches et jours de festes, adminis-

tres tous les sacrements, que pour l'entretien d'un chirurgien et achat de médicament, afin que les pauvres blessés soient secourus gratuitement, et par cet exemple de charité, les autres plus encouragez au travail desdites mines ». En ce qui concerne les ouvriers étrangers, l'arrêté ajoute : « que tous les étrangers aient leurs biens conservez à leurs héritiers, même la part qui se trouvera leur appartenir auxdites mines, sans que par leur mort, ils puissent être déclarez vacquans et à Sa Majesté acquis par droit d'aubaine ou autrement, pourvu que ce soit sans fraude et que lesdits décedez soient morts en travaillant et faisant service desdictes mines ».

Ainsi donc, la fréquence et la rigueur des accidents de mines avaient attiré l'attention de Henri IV comme celle de ses prédécesseurs et l'avaient conduit à créer dès 1604 la théorie du risque professionnel. Louis XIV dans l'ordonnance qu'il rend en 1681 en faveur des gens de mer reprend la même idée : « Le malade qui sera blessé au service du navire, ou tombera malade pendant le voyage, sera payé de ses loyers et pansé aux dépens du navire.... Mais s'il est blessé à terre, y étant descendu sans permission, il ne sera point pansé aux dépens du navire ni des marchandises et il pourra être congédié sans pouvoir prétendre que ses loyers à proportion du temps qu'il aura servi ». Ainsi donc le risque professionnel qui fait retomber sur l'employeur les frais de l'accident survenu à l'employé, est nettement posé dès le xvii^e siècle. S'il n'a pas été généralisé à toutes

les branches de l'industrie, c'est qu'à cette époque elles étaient peu développées et que seules certaines professions telles que celles qui font l'objet des ordonnances précitées attiraient l'attention du pouvoir par les accidents qui les frappaient.

Le XVIII^e siècle nous fait assister à la décadence progressive des corporations et à l'éclosion des idées nouvelles. Sous leur impulsion et sous l'inspiration de Turgot, Louis XVI publie en 1776 un édit supprimant les maîtrises et les Jurandes. Désormais l'ouvrier était libre, mais il perdait l'appui qu'il trouvait si souvent auprès des patrons dont il partageait la vie.

Dès que la tourmente révolutionnaire fut passée, Bonaparte désireux de relever l'industrie en lui donnant une certaine fixité, réglementa le travail et ses conditions. La loi du 22 Germinal an XI, relative aux manufactures, organise le travail, la police des usines, et établit des peines contre les contrefacteurs. Les ouvriers y sont réglementés mais non protégés, et sont placés par cette loi sous la surveillance directe du Préfet de Police.

Le premier consul qui témoignait une préférence marquée aux industriels, désirait-il asservir les masses populaires qui venaient de faire la révolution ? Peut-être. En tous cas, le Code civil qui parut en 1804 est muet sur la question des rapports entre patrons et ouvriers qui cependant trouvait naturellement sa place au titre du louage de service. Muet également, le Code de commerce sur la réglementation et la pro-

tection du travail industriel. Nous y trouvons cependant transportées les anciennes ordonnances royales sur la marine, que nous avons analysées plus haut, et une ordonnance de police de 1813 qui organise les secours dans les accidents de mine, exactement comme l'avait fait l'édit de 1604.

Sous la Monarchie de juillet, la richesse industrielle de la France s'est considérablement accrue, sans que pour celà la législation soit modifiée. Il faut signaler à cette époque un mouvement considérable en faveur des classes ouvrières, mouvement qui se traduit par de nombreuses institutions charitables, par des dons considérables aux hôpitaux et par des créations de caisses de secours, et de sociétés de secours mutuels et de bienfaisance. En même temps, de nombreuses solutions sont proposées pour améliorer le sort de la classe ouvrière par les fouriéristes, les saint Simonniis, les communistes, etc....

Ces théoriciens eurent pendant la seconde République le champ libre pour faire passer leurs idées dans la pratique. Sous leur impulsion, le gouvernement provisoire décrète le 25 février 1848 que « les Tuileries serviront désormais d'asile aux invalides du travail ». Parmi les documents législatifs de cette époque imprégnée de fraternité sociale, citons le décret du 25 juillet 1848.

Ce décret qui organisait les associations d'ouvriers des travaux publics, exigeait dans l'acte constitutif de l'association, la création d'un fonds de secours

destiné à subvenir aux besoins des associés malades ou blessés dans l'exécution des travaux, et à ceux des veuves et enfants des associés morts. Il devait être pourvu à l'alimentation de ce fonds de secours par une retenue de 20/o au moins sur les salaires.

L'arrêté du 15 décembre 1848 consacre les mêmes idées, mais les applique sur une plus vaste échelle.

«..... Considérant que les soins et les secours à donner aux ouvriers en cas de maladies ou d'accidents éprouvés pendant les travaux, constitue une charge réelle des entreprises, une dette imposée par les règles du droit aussi bien que la loi de l'humanité, qu'en vertu de ce principe, l'Assemblée nationale par le décret du 15 juillet, a imposé aux ouvriers associés, l'obligation d'opérer sur le montant des salaires une retenue destinée à subvenir à cette dépense, que l'Etat de son côté doit établir la même retenue sur les sommes attribuées aux entrepreneurs pour main-d'œuvre, et supporter lui-même la dépense lorsque les travaux seront exécutés en régie.

ARRÊTE :

Art. 3. — Les ouvriers atteints de blessures ou de maladies occasionnées par les travaux, après avoir reçu sur place les premiers secours de l'art, seront soignés gratuitement à l'hôpital ou à domicile.

Art. 4. — Pendant la durée de l'interruption obligée du travail, qui devra être constatée par un certificat du médecin, ils recevront la moitié du salaire

qu'ils auraient pu gagner s'ils avaient continué à travailler.

Art. 5. — Lorsque par suite de blessure, ils seront devenus impropres au travail de leur profession, on leur allouera la moitié de leur salaire pendant une année à partir du jour de l'accident. »

L'arrêté ajoute que si l'ouvrier est marié, l'indemnité devra en cas de mort être versée à la veuve.

Voilà donc l'assurance médicale assurée à l'ouvrier blessé et les frais mis à la charge du patron au nom du risque professionnel. Cette fois l'expérience était tentée sur une vaste échelle puisqu'elle s'appliquait à toute l'industrie, malheureusement cette loi disparut avec le gouvernement qui l'avait créée.

Le second Empire la remplaça tant bien que mal par une série de lois dont la première en date est de 1855. Elle créait des asiles à Vincennes et au Vésinet pour les convalescents mutilés du travail. En 1866, l'Empereur réclama la création d'une caisse des invalides du travail et propose un prélèvement de 10/0 sur les travaux publics avec contribution modérée des intéressés pour faire face aux dépenses d'entretien. L'Empereur fait ensuite voter la loi du 11 juillet 1868 qui crée une caisse d'assurances ayant pour objet, sous la garantie de l'Etat, « de servir des pensions viagères aux personnes assurées, qui dans l'exercice des travaux agricoles ou industriels seront atteints de blessures entraînant une incapacité permanente de travail, et de donner des secours aux veuves et aux enfants mineurs des personnes assu-

rées qui auront péri par suite d'accidents survenus dans l'exécution desdits travaux. »

Sous la troisième République, non seulement la question sociale se pose avec une acuité particulière, mais l'industrie prend un essor prodigieux grâce au remplacement du travail manuel par la machine « qui blesse et qui tue ». De ces deux ordres de faits naît un courant d'idées considérable qui met à l'ordre du jour la question de la protection de l'ouvrier contre les accidents. Des journaux et des revues, développent et commentent cette idée, des études parlementaires et juridiques sont entreprises en vue d'y apporter une solution.

Les chefs d'industries cherchent à diminuer dans leurs usines le nombre des accidents en employant des appareils protecteurs ou des machines perfectionnées. Certains d'entre eux organisent des caisses de secours ou s'associent entre eux pour former des syndicats de garanties; ils reconnaissent en quelque sorte pratiquement, la nécessité de secourir leurs ouvriers contre les accidents dont ils seraient victimes. Cette idée trouve une consécration dans les législations étrangères, et pénètre ainsi de plus en plus dans la masse du public français, mais avant d'aboutir à la loi de 1898, elle donne naissance à quelques décrets et règlements intéressant l'hygiène industrielle, que nous allons rapidement examiner.

Loi du 9 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie. Décret du 22 sep-

tembre 1879 sur le travail des enfants dans les établissements dangereux incommodes ou insalubres. Décret du 31 octobre 1882 qui interdit l'emploi d'enfants de moins de 16 ans et de filles de moins de 18 ans comme producteurs de force motrice dans les tissages à la main. Décret du 3 novembre 1882 sur le travail des filles mineures dans les établissements insuffisamment aérés. Loi du 10 février 1883 sur la durée du travail. Loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, loi du 12 juin 1893 complétée par les décrets réglementaires des 23 novembre 1893 et 10 mars 1894 sur l'hygiène et la sécurité des ouvriers dans les établissements industriels.

Malgré ce faisceau de lois et de règlements protecteurs, si l'ouvrier était victime d'un accident, il ne lui restait comme recours que l'article 1382 du Code civil : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. » L'ouvrier blessé était donc assimilé à un demandeur ordinaire réclamant la réparation du dommage causé à lui par autrui. Pour établir son droit à l'indemnité il lui fallait prouver qu'il y avait eu faute délictuelle ou quasi délictuelle, imprudence ou négligence du chef d'industrie.

La jurisprudence admettait le principe de la responsabilité patronale lorsqu'il y avait lieu d'appli-

quer les articles 1384, 1385 et 1386 (1), mais elle se refusait à admettre cette même responsabilité dans les cas de faute de l'ouvrier, force majeure, cause inconnue, et cas fortuit.

De plus l'ouvrier était au point de vue de la preuve dans une situation difficile et injuste ; quand un accident s'était produit, l'ouvrier blessé et transporté à l'hôpital était dans l'impossibilité de se procurer des renseignements précis sur la cause de son accident. Lorsque l'enquête avait lieu, les témoins avaient disparu ou refusaient de répondre par crainte des représailles patronales. Les lois du 2 novembre 1892 (art. 15) et du 12 juillet 1893 (art. 11), avaient, il est vrai, pris quelques mesures pour faciliter les preuves en exigeant la déclaration de l'accident dans les 48 heures. La jurisprudence avait en outre pallié la rigueur de la loi en reportant ses sévérités sur le

1. Article 1383. — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence.

Article 1384. — On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde...

Article 1385. — Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert pendant, qu'il est à son usage est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fut sous sa garde, soit qu'il se fut égaré ou échappé.

Article 1386. — Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de ses constructions.

patron (1), en le condamnant pour la moindre imprudence, en arrivant même à mettre à la charge de l'industriel, tout au moins en matière administrative, la responsabilité des accidents dus à une cause inconnue. Malgré ces mesures palliatives, le fardeau de la preuve restait toujours à la charge de l'ouvrier. Il lui fallait surmonter d'innombrables difficultés pour obtenir l'assistance judiciaire, ensuite pour soutenir sans secours provisoires, et pendant de longues années un procès qui aboutissait à une indemnité dérisoire et à une condamnation aux dépens contre un industriel parfois insolvable (2).

1. Certains tribunaux condamnaient invariablement le patron et c'est ce que constatait dans le débat qui eut lieu à la Chambre le 2 mai 1882, un député M. Peuvey : « La jurisprudence en est arrivée à ce point, par des considérations que je n'ai pas à juger, de trouver toujours quelque chose de défectueux dans l'outillage et dans les précautions ». Ce député allait même plus loin et disait le 8 mars 1885 que « cette jurisprudence soulève la conscience », et encore « qu'elle dépasse toutes les limites des théories socialistes connues jusqu'à ce jour ». Certains tribunaux allaient même jusqu'à considérer les soins donnés par le patron à un ouvrier blessé comme un aveu de sa faute. C'est ainsi qu'un arrêt du tribunal de Montluçon de 1885 condamna un patron à indemniser un ouvrier blessé qui travaillait chez lui, mais au compte d'un entrepreneur sous prétexte qu'en faisant donner les premiers soins à la victime dans son usine, il se reconnaissait responsable.

Bulletin de Législation comparée, — Hubert Valleroux, 1898-99, page 119.

2. La preuve est d'autant plus difficile à faire que 1/4 à peine des accidents peuvent-être mis sur le compte des ouvriers.

En somme la législation française avant 1898 présentait de sérieux inconvénients pour le chef d'industrie qu'elle exposait, avec l'application possible des juridictions répressives, à des condamnations pénales, avec l'application des juridictions civiles, à des décisions excessives parfois, et toujours arbitraires puisque le juge jouissait de la plus grande liberté dans l'évaluation du préjudice. Les inconvénients de cet état de choses était plus grand encore pour le blessé auquel rien n'était accordé en principe et qui devait dans l'état d'infériorité matérielle et morale où il se trouvait vis-à-vis de son adversaire, fournir des preuves, souvent difficiles à établir, supporter les frais de son accident, de son procès et de son chômage, et attendre une réparation pécuniaire, parfois incomplète et toujours lente à venir. L'opinion publique condamnait un tel état de choses et réclamait une loi plus précise et plus juste, lorsqu'il lui fut donné satisfaction par la loi du 9 avril 1898.

47 o/o sont dus à des cas fortuits ou de force majeure, ou de cause indéterminée.

20 o/o à la faute du patron.

8 1/o à la faute combinée du patron et de l'ouvrier.

25 o/o à la faute de l'ouvrier.

(Circulaire du Garde des Sceaux, 10 juin 1895).

Les statistiques allemandes donnent un chiffre approchant 67 o/o, de cas où l'accident n'est pas dû à la faute de l'ouvrier.

LA LOI DE 1898.

L'idée inspiratrice de cette loi est contenue dans ces quelques lignes que nous extrayons d'un projet de loi présenté dès 1883 par F. Faure. « C'est à notre avis une idée erronée de subordonner à la preuve de la faute la réparation du dommage causé par un accident ; dans la plupart des cas, il n'y a à proprement parler ni faute du patron, ni faute de l'ouvrier. Tout travail a ses risques ; les accidents sont la triste mais inévitable conséquence du travail même ». Le même député dans un discours prononcé le 7 mars 1883 à la Chambre sur le même sujet s'exprimait ainsi : « Toute exploitation au service de laquelle un accident se produit, doit supporter les conséquences de cet accident. De même qu'une exploitation supporte l'usure et la destruction de son matériel, l'amortissement de son outillage, de même qu'elle supporte les risques d'incendie, de responsabilité civile et tant d'autres, de même une exploitation doit supporter les conséquences des accidents qui surviennent à son personnel ouvrier. Cette responsabilité est une des chances malheureuses de l'entreprise ».

Quinze années après ces débats préparatoires, la loi était votée, et dans une circulaire du Ministre du commerce du 24 août 1899 relative à l'application de cette loi, nous trouvons exposée de la façon la plus nette, le caractère de la nouvelle législation.

« L'idée inspiratrice de la nouvelle législation est celle du risque professionnel », et plus loin : « Toute autre est la situation de l'ouvrier si le risque devient professionnel, s'il est une des conditions normales de l'exercice même de la profession, une des charges qu'elle implique nécessairement et qui doivent figurer parmi les risques généraux. Un autre caractère de la même loi, est que les indemnités qu'elle assigne, sont transactionnelles et forfaitaires. S'il est fait abstraction dans la procédure, de la faute qui a pu être commise, la législation pourtant en tient compte dans une sorte de compromis, en admettant au profit de l'ouvrier, qu'il sera toujours indemnisé et par contre, au profit du patron, que l'indemnité ramenée à une moyenne restera inférieure à la réparation totale du préjudice causé. Ainsi l'indemnité est transactionnelle. Elle est forfaitaire en ce que la loi n'abandonne pas au juge l'évaluation du dommage. Le législateur arbitre à l'avance l'indemnité à allouer, il la détermine selon les conséquences possibles des accidents qu'il classe en quatre catégories. Transaction et forfait aussi profitable à l'ouvrier qu'au patron, puisqu'ils indemnisent l'un de tout accident du travail en même temps qu'ils ménagent à l'autre la possibilité de calculer par avance sa dette éventuelle et dès lors de s'en couvrir par l'assurance ».

L'accident.

L'article 11 nous initie à la réforme capitale de la nouvelle loi ; certains risques de l'industrie sont réparés par l'allocation d'indemnités. Pour qu'il y ait lieu à la réparation de ces faits dommageables, il faut qu'ils résultent d'un accident.

Qu'est-ce que l'accident ? La loi sur les accidents oublie de nous le dire, mais la circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1899 supplée à cet oubli et fait consister l'accident dans « une lésion corporelle provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure ». Une autre définition due à M. Marestaing est ainsi conçue : « Une atteinte au corps humain provenant de l'action soudaine et violente d'une force extérieure ».

Ces deux définitions excluent nettement les maladies professionnelles, telles que les intoxications ou les infections chroniques. Cette limitation résulte aussi des travaux préparatoires (1) et de la circulaire que nous avons déjà citée du Garde des Sceaux en date du

1. M. Guinèsse (3 juin 1893. *Déb. Parlement.*, 1893, page 350), avait demandé au Parlement l'élimination des maladies professionnelles, estimant qu'elles ne sont pas de caractère accidentel et rentrent dans la législation de l'hygiène industrielle.

10 juin 1899 (2). M. Thoinot dans son remarquable ouvrage sur les accidents du travail, fait remarquer que ces mots « lésion corporelle » employés dans ces définitions demandent une interprétation large sous peine d'exclure les psychoses et névroses qui peuvent résulter de traumatismes dont ce serait le seul effet. La loi omet aussi de parler des maladies qui préexistent à leur révélation fortuite et des prédispositions qui amènent l'éclosion de la maladie comme résultat de l'accident.

La jurisprudence supplée aujourd'hui à ces omissions de la loi, ainsi elle classe généralement la hernie révélée au cours du travail parmi les accidents mais refuse ce titre à une maladie infectieuse telle que la tuberculose dont l'évolution se fait pendant le travail. Pour terminer ce court aperçu sur l'accident nous devons dire que, n'y sont point assimilés les faits de mort naturelle, congestion, hémorrhagie cérébrale qui surprennent l'ouvrier au cours de son travail. Ce sont là des faits naturels dont la conséquence parfois désastreuse ne sera pas réparée par la loi. Les caisses de secours et les sociétés d'assistance répareront seules et dans une certaine mesure le préjudice causé à la famille de l'ouvrier décédé.

2. « La loi ne s'applique pas aux maladies professionnelles provenant d'une cause lente et durable telle que l'air vicié des locaux où s'effectue le travail, la manipulation de substances vénéneuses, l'absorption de substances nuisibles à la santé ».

Caractères de l'accident.

Voici maintenant les caractères que doit présenter l'accident pour donner à la victime le droit d'en être indemnisé. Le texte de l'article 1^{er} dit : « Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail » M. Sachet définit ainsi le travail « c'est l'accomplissement de la fonction à laquelle l'ouvrier est préposé dans une exploitation industrielle. Cette fonction n'est pas toujours restreinte dans les limites étroites d'une manipulation technique. » Cette définition de M. Sachet donne l'explication des termes employés par la loi. L'expression « par le fait du travail » signifie très nettement que l'accident s'est produit au cours de l'accomplissement de la fonction spéciale de l'ouvrier et par son fait. Cette conséquence directe du travail lui est liée par le lien le plus étroit de causalité et ne laisse place à aucune autre interprétation.

La seconde modalité suivant laquelle l'accident pourra se produire est celle-ci : « à l'occasion du travail ». Ces mots établissent une relation indirecte entre l'accident et la cause à laquelle il faut le rattacher et laisse un assez large champ à l'interprétation. On peut cependant préciser l'emploi de cette expression malgré sa relativité, en examinant les diverses

hypothèses dans lesquelles peut se produire l'accident. En dehors du travail, c'est-à-dire pendant les interruptions du travail, il faut distinguer deux cas possibles, d'abord en dehors de l'usine, et il ne peut être question de responsabilité patronale, et ensuite le cas où l'ouvrier est resté à la disposition de son employeur soit au dedans, soit au dehors de l'usine. Quelques exemples vont expliquer notre pensée :

Un ouvrier prend ses repas dans un local mis à sa disposition par son patron ou bien il monte dans un tramway ou un train spécialement destiné à le mener à son usine ; si dans ces conditions il lui arrive un accident, le patron sera responsable. De même si l'ouvrier qui travaille en plein air, cesse son travail et vient se mettre à l'abri de la pluie pendant un orage, ou encore l'ouvrier qui pendant une suspension de travail se repose et dort dans un local dépendant de l'usine où il travaille (1). Dans tous, ces cas, et la jurisprudence est constante, l'ouvrier qui vient à être blessé, est couvert par la responsabilité patronale qui n'a pas cessé de s'exercer.

L'accident peut enfin se produire à l'occasion du travail et au cours de celui-ci sans qu'il soit la cause de l'accident, c'est-à-dire quand l'ouvrier est atteint pendant son travail par une violence étrangère à celui-ci. C'est le cas d'un ouvrier qui est occupé à sa tâche ordinaire et sur lequel tombe tout à coup une lampe ou un objet quelconque. Dans ce cas encore, plu-

1. Tribunal civil de Narbonne, 4 avril 1900.

sieurs hypothèses se présentent. Si l'accident est dû à la faute du patron ou à celle de l'ouvrier, en vertu du caractère transactionnel de l'indemnité, celle-ci sera accordée à la victime. Si cependant la faute de l'ouvrier est intentionnelle, il est déchu de ses droits, et si c'est la faute du patron qui présente ce caractère, le droit commun s'applique pleinement. Si l'accident est dû à un cas fortuit, à une cause inconnue, à une cause extérieure au travail, comme une explosion dans une maison voisine, la loi de 1898 s'applique encore. Si l'accident est causé par un cas dit de force majeure, tel qu'un tremblement de terre, une inondation, un cyclone, la loi s'applique-t-elle ? Il n'existe pas de textes répondant à cette question, mais nous pouvons penser que l'ouvrier qui est frappé par un cataclysme l'est au même titre que le reste de l'humanité et que le risque professionnel n'entre pas en jeu. L'ouvrier, pour reprendre l'expression de M. Léon Say, ne saurait être protégé « contre le grand risque de l'humanité. »

Il nous reste maintenant à examiner une dernière hypothèse, c'est celle où l'accident serait dû à la faute d'un tiers. Si l'accident s'est produit pendant le travail et par la faute d'un autre ouvrier ou d'un préposé du patron, l'accident se rattache doublement au travail et la loi de 1898 s'applique pleinement. Mais si l'accident se produit à l'occasion du travail et par la faute d'un étranger, la victime a un recours contre son patron de par la loi de 1898 si le travail l'a particulièrement exposé à cet accident. Et si cette

considération ne peut être invoquée, il lui reste l'action de droit commun contre l'auteur de l'accident (Art. 1382).

L'indemnité et l'incapacité.

Ainsi donc toutes les fois qu'un accident sera survenu chez un industriel par le fait du travail ou à l'occasion du travail, il sera tenu de réparer le préjudice causé à la victime, par le versement d'une indemnité. Cette indemnité aura deux caractères : d'être forfaitaire puisque le juge est lié par la formule, et ne saurait tenir compte pour doser la condamnation des circonstances de la cause ; et d'être transactionnelle car le chiffre de l'indemnité est basé sur des sacrifices réciproques des deux parties.

Pour qu'il y ait lieu à l'attribution d'une indemnité il faut que l'accident ait provoqué chez la victime une incapacité de travail. Par incapacité il faut entendre l'inaptitude au labeur ordinaire de l'atelier. L'incapacité a été classée en deux groupes suivant qu'elle est permanente ou temporaire. La loi française admet que l'incapacité permanente peut être subdivisée en incapacité permanente totale et en incapacité permanente partielle ; en revanche elle n'admet que la totalité en matière d'incapacité temporaire à l'inverse de quelques législations (1).

1. L'incapacité temporaire même partielle a un caractère absolu qui empêche toute aptitude au travail pendant la période

Incapacité permanente et absolue

La circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1899, nous donne une définition exacte de cette incapacité « elle rend l'ouvrier impotent et l'empêche de se livrer à tout jamais à un travail utile ». L'appréciation des caractères de cette incapacité est laissée aux tribunaux à cause de sa variabilité suivant les professions. Aussi l'expertise technique et l'expertise médicale devront-elles intervenir pour cette détermination. Certains projets de loi ont essayé, comme certains pays étrangers, d'établir une nomenclature des incapacités absolues (1). Cette nomenclature n'a pas été adoptée, mais elle pourra donner d'utiles indications (2). Lorsque cette incapacité est constatée, la rente s'élève aux $\frac{2}{3}$ du salaire annuel de la victime. Le calcul du salaire est déterminé exactement par l'article 10.

des soins médicaux donnés à la victime. Pour éviter les complications interprétatives, le législateur a supprimé toute distinction sur les observations de MM. Poirier et Félix Martin, (Séance Sénat, 5 juillet 1895. *J. Off.*, 1895, 747 et 748).

1. Séance du 12 juin 1898. Chambre.

2. Trib. civil de Dijon, 18 janvier 1900. Trib. civil, Seine, 24 mars 1900. Cour de Besançon, 6 mai 1900.

Incapacité permanente partielle

La définition de ce genre d'incapacité permanente se trouve également dans la circulaire du 10 juin 1899. « La capacité de la victime ne disparaît pas complètement, elle est seulement diminuée ». De cette diminution dans la capacité de travail de la victime, résulte une diminution correspondante de son salaire. La loi laisse au juge le soin d'apprécier dans quelle mesure la capacité ouvrière a été réduite et fixe l'indemnité à la moitié de la réduction subie par le salaire. Ici une classification eût été impossible, car les combinaisons des accidents possibles et des modalités du travail sont innombrables. La loi a donc posé un principe d'appréciation subjective et laisse toute liberté au juge dans cette appréciation. Celui-ci devra, en cas de difficultés, recourir aux expertises médicales et techniques nécessaires. Le blessé devra se prêter à ces vérifications et supporter les opérations que nécessiterait un traitement curatif normal.

Il nous paraît intéressant de donner ici quelques explications sur ce qu'on appelle par un abus de langage médical « la consolidation ». Le jour de la consolidation est celui où la reprise du travail peut être effectuée **dans les conditions nouvelles et définitives** créées par l'accident, sans que de l'avis

des experts, on puisse craindre des complications, ni espérer une amélioration dans l'état actuel de la victime. La fixation de cette date a une importance considérable, car c'est à dater du jour de la consolidation que sera substituée l'indemnité définitive de l'incapacité permanente partielle à l'indemnité de l'incapacité temporaire. De plus, le jour où le blessé aura repris son travail, le tribunal possèdera une nouvelle base pour apprécier la réduction subie par son salaire. La notion de la consolidation s'applique également à l'incapacité permanente totale, mais est modifiée en ce sens qu'elle s'applique à un état définitif qui ne permettra pas sa reprise ultérieure au travail.

Incapacité temporaire. — Lorsqu'un accident se produit qui interrompt le cours du travail, il s'écoule un certain laps de temps entre le jour de l'accident et celui de la guérison. Cette période correspond à l'état dit d'incapacité temporaire dans lequel s'est trouvé la victime. La loi lui attribue à titre de réparation, une indemnité égale à la moitié du salaire qu'il touchait au jour de l'accident. Cette indemnité n'est accordée qu'après quatre jours d'incapacité et à partir du cinquième. Pour qu'il y ait incapacité temporaire, il est absolument nécessaire qu'au jour de la consolidation, l'ouvrier soit complètement guéri, et ne se ressente plus des suites de l'accident. Si son état physique avait subi une transformation irréparable, il se trouverait au jour de la consolidation, pas-

ser de l'état d'incapacité temporaire à celui d'incapacité permanente, soit partielle, soit totale.

Il est à remarquer que la base de l'indemnité accordée pour incapacité temporaire n'est plus le salaire annuel, mais le salaire touché au moment de l'accident. Il s'agit, en effet, d'indemniser l'ouvrier pendant une interruption momentanée de son travail.

Une question souvent posée est celle de savoir jusqu'à quel point le blessé, pour conserver son droit à l'indemnité, doit se soumettre aux traitements qu'on lui propose pour y répondre, nous ne pouvons faire mieux que d'emprunter ces quelques lignes au traité que M. Thoinot vient de faire paraître sur les accidents du travail.

« Pour conserver son droit à l'indemnité, les tribunaux ne lui demandent qu'une chose, c'est de se faire traiter. Ils n'exigent pas d'ailleurs qu'il passe par toutes les étapes successives d'un traitement et se soumettre à toutes les éventualités thérapeutiques ».

1. Tribunal civil de Vannes, 9 août 1900. Jodis C. Huchet *Gaz. Palais*, janvier 1901, page 87 (L'ouvrier n'est pas tenu de se prêter à des opérations successives, il suffit que l'opération nécessaire au début ait eu lieu. Si le rétablissement n'est pas complet après cette opération, les juges doivent conclure sur le caractère actuel de l'incapacité).

Rôle du médecin.

Pour bien comprendre l'importance du rôle dévolu au médecin par la loi de 1898, il faut considérer la fréquence des accidents — plus de 100.000 par an — et que chacun de ces accidents exige aujourd'hui une intervention médicale qui est le certificat. Sur le nombre de ces accidents beaucoup donnent lieu à un procès qui est déféré aux tribunaux de première instance. La statistique du ministère de la Justice nous donne le nombre de ces procès (9.20) pour la seule année judiciaire 1901-02. Toutes ces affaires, ou presque toutes ont donné lieu à une expertise médicale, quelquefois à plusieurs. Nous nous expliquerons tout à l'heure plus longuement sur les attributions spéciales du médecin, qu'il nous suffise de faire remarquer ici que la médecine légale des accidents du travail n'a pas encore vu comme en Allemagne éclore une spécialisation, et que tout médecin peut d'un moment à l'autre, être appelé à donner un certificat de premier constat dans lequel il devra prévoir les conséquences de l'accident et le genre probable d'incapacité qui s'en suivra. Il importe donc que le médecin soit bien pénétré de l'importance du rôle qu'il est appelé à jouer dans les accidents du travail, dans une loi qu'on a qualifiée « de prévoyance et de justice sociale ». Personne mieux que le médecin

n'est au courant des misères physiques et de bien des misères morales, mais personne plus que lui ne peut apporter dans sa délicate mission un esprit plus bienveillant, plus large et plus éloigné de ce qu'on nomme l'habitude de juger. Il est inutile d'ailleurs de faire remarquer que seul le médecin est capable d'apprécier quels sont les troubles apportés au fonctionnement d'un organe, de quelle façon se fera le fonctionnement défectueux, dans quelle mesure sera réduite la puissance ouvrière de la victime et quand le travail pourra être repris sans danger.

La lecture de la loi nous fait voir clairement dans quelles circonstances on fera appel au médecin. « Il y est joint un certificat du médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif » (Art. 11). « Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé », (Art. 13).

L'expertise médicale peut également être réclamée par le Président du Tribunal civil et par la Cour d'appel.

La loi parle encore dans d'autres passages, des soins donnés par le médecin, du choix du médecin par le blessé, des honoraires médicaux etc... Nous n'en parlerons pas pour être fidèles à notre plan qui est de ne considérer le médecin que dans le cadre spécial où la placé la loi sur les accidents, c'est-à-dire comme le principal auxiliaire de la justice.

Certificat médical.

A la déclaration d'accident faite par le chef d'industrie sera joint un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident, et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif. Lorsque d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, le certificat sera transmis au juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

C'est sur ce certificat de premier constat que se basera le juge de paix pour son enquête et pour son jugement définitif s'ils s'agit d'une incapacité temporaire. Mais ce certificat présente encore un autre avantage, c'est de donner à la blessure et dès les premiers instants, un caractère officiel et incontestable qui en fixera les éléments et empêchera les simulations si fréquentes dans les législations dépourvues du certificat. M. Sachet fait très bien ressortir les avantages du certificat lorsqu'il dit : « Tout est en place, plus de confusion ni d'erreur possible quand l'accident est suivi immédiatement d'une information faite sur les lieux mêmes, par un homme éclairé et impartial. Tout est encore en place, les témoins ne peuvent se retrancher derrière l'indécision de leurs souvenirs, aucune influence n'est

encore à craindre, la lumière se fait alors aussi complète que possible ». En fait ce certificat donne les plus grandes garanties au patron et à l'ouvrier de voir leurs droits sauvegardés.

Le certificat devra se borner à des constatations aussi brèves et aussi précises que possible, il devra en outre se conformer aux règles suivantes posées par M. le Ministre du commerce dans sa circulaire en datedu 21 août 1899. « La formule du certificat médical est si simple qu'il a paru superflu d'en faire l'objet d'un modèle réglementaire. Les médecins appelés à établir des certificats prendront vite l'habitude de les rédiger dans l'ordre logique que la loi indique elle-même, c'est-à-dire en attestant successivement.

« 1^o L'état de la victime au moment de la délivrance du certificat et les caractères de la blessure reçue.

« 2^o Les suites probables de l'accident (mort, incapacité permanente absolue, incapacité permanente partielle, incapacité temporaire de telle ou telle durée.

« 3^o L'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Il sera parfois bien difficile de donner toutes les indications, surtout celles qui concernent l'état futur du blessé. Il est utile alors de mettre en pratique les excellents conseils donnés par M. le professeur Monardel dans son ouvrage sur la responsabilité médicale: « Vous ne rédigerez jamais un certificat avec trop de prudence et de réserve. »

Le médecin trouvera plus souvent l'occasion de

mettre en pratique ces conseils que d'obtempérer aux injonctions que renferme la circulaire du Ministre du Commerce en date du 23 mars 1902.

« Je dois constater qu'un trop grand nombre de certificats se bornent à des constatations trop vagues ou à des prévisions sans portée. »

M. le Garde des Sceaux dans sa circulaire en date du 10 juin 1899 avait une vue plus nette des difficultés que rencontrerait le médecin dans l'accomplissement de sa mission. « On est encore trop près de l'accident pour que l'homme de l'art puisse se prononcer en connaissance de cause sur ses conséquences ».

Nous ne parlons pas de l'éventualité dans laquelle le médecin se laisserait entraîner à délivrer un certificat de complaisance en faveur de l'assureur ou de l'ouvrier ou même des deux (1), les faits sont heureusement trop rares pour que nous nous y arrêtions.

L'expertise

La seconde intervention médicale prévue par la loi est l'expertise. Elle peut être réclamée par les différentes juridictions devant lesquelles une affaire peut être portée, c'est-à-dire le Juge de paix, le Tribunal civil, la Cour d'appel et la Cour de cassation. Mais il est évident que cette expertise prendra un

1. M. Thoinot. *Les accidents du travail et les affections d'origine traumatique*, page 63.

caractère et une extension variables suivant l'étendue des pouvoirs du magistrat qui l'ordonne.

Nous ne nous arrêterons pas sur les caractères généraux des expertises médico-légales, faisons remarquer seulement qu'elles ne peuvent être attaquées que par la voie d'inscription en faux, ce qui leur donne une autorité considérable. Nous allons étudier l'expertise dans les points spéciaux qu'elle présente, devant le juge de paix et devant le tribunal de première instance. Ce dernier cas se rapproche exactement de celui de la Cour d'appel et de la Cour de cassation.

Justice de paix. — Le juge de paix doit faire l'enquête au sujet de l'accident et prononcer en dernier ressort sur les incapacités temporaires, quelqu'en soit le chiffre. Si dans son enquête il constate l'insuffisance du certificat médical dont nous avons parlé précédemment, la loi lui donne la faculté de se faire assister dans son enquête par un médecin. L'enquête du juge de paix a une grande importance en ce qu'elle lui révèle, s'il doit retenir l'affaire ou la porter devant le tribunal civil. D'autre part, s'il y a contestation sur le caractère temporaire des suites de la blessure qui semblent devoir être permanentes ou si au contraire les suites de la blessure qui paraissaient devoir être permanente, prennent manifestement un caractère temporaire, il lui faudra nommer un expert dont le rôle sera en somme de déterminer de quelle compétence relèvera l'affaire. Un troisième cas dans lequel le médecin pourra être appelé en qualité d'ex-

pert, c'est celui où la cause étant portée devant la Cour d'appel, la consolidation vient à se produire. Dans le cas d'incapacité permanente partielle, il peut se faire que l'indemnité accordée de ce chef en première instance, soit inférieure à celle versée depuis l'accident pour incapacité temporaire et qui est toujours égale à la moitié du salaire. L'assureur est donc lésée depuis le jour de la consolidation et il peut se faire qu'il refuse de continuer à payer l'indemnité d'incapacité temporaire jusqu'au jour où il sera statué en appel. La cause sera alors déférée au juge de paix qui statuera en matière d'incapacité temporaire mais après nomination d'un expert qui dira si la consolidation est effectuée et depuis combien de temps.

En somme on voit que l'expertise provoquée par un juge de paix tranche une question de compétence. S'agit-il d'incapacité temporaire et l'affaire sera-t-elle conservée par ce magistrat ? S'agit-il au contraire d'incapacité permanente et l'affaire sera-t-elle portée devant le Tribunal civil.

Tribunal civil. — Le tribunal civil est appelé à trancher toutes les contestations qui n'étaient pas du ressort du juge de paix, c'est-à-dire les indemnités en cas d'incapacité permanente et en cas de mort du blessé. L'expertise prend donc ici un autre caractère. Le départ étant fait entre les diverses catégories d'incapacité, il faut dire quelle réduction cette incapacité fera subir à la valeur professionnelle de

la victime. Dans le cas de mort de l'ouvrier l'expertise devra déterminer le lieu de causalité entre l'accident et la mort. Voici en résumé les principaux cas où il y aura matière à expertise.

1° Il y a contestation sur le caractère permanent de l'incapacité.

2° Il y a contestation sur la qualité de l'incapacité permanente.

3° Il y a contestation sur le degré de l'incapacité permanente partielle.

4° Il y a contestation sur la relation de cause à effet entre le travail et la blessure.

5° Il y a contestation sur la relation de cause à effet entre la blessure et la mort.

Dans tous ces cas sauf le dernier, l'expert devra dans ses conclusions aborder les questions suivantes :

1° Quel est l'état actuel du blessé.

2° Cet état constitue-t-il une incapacité permanente ? partielle ou absolue ? ou seulement temporaire ?

3° Dans le cas d'incapacité permanente partielle, quelle est la diminution de la valeur professionnelle du blessé ?

4° Dans le cas de guérison d'incapacité permanente, quelle a été la date de consolidation de la blessure, autrement dit, à quel moment l'accident est-il arrivé à son état définitif ?

L'expertise dont nous venons de déterminer sommairement les caractères généraux peut être récla-

mée par le président du Tribunal dans les deux cas où son intervention est prévue par la loi (art. 16). Le président du Tribunal peut d'abord dans un délai de cinq jours à dater de la transmission du dossier au greffe du Tribunal, convoquer les parties à une conciliation où l'indemnité sera fixée d'un commun accord des parties. Le président qui dirige la conciliation peut demander la nomination d'un expert. Cette nomination se fait aujourd'hui officiellement, de telle sorte que le rapport de l'expert déposé au greffe du tribunal restera au dossier et sera transmis au tribunal dans le cas où les parties n'auraient pu arriver à un accord. Si cependant cette première expertise déclare le malade encore en traitement, le tribunal pourra en demander une nouvelle.

Nous ne parlerons pas de l'expertise devant la Cour d'appel ni devant la Cour de cassation, elle ne diffère pas essentiellement de celle que nous venons d'examiner, l'arrêt qui désigne un expert lui indique les points principaux du désaccord et ceux sur lesquels la Cour désire le voir porter ses investigations.

En somme on voit que la loi française fait constamment appel au médecin, et cela dans le but de s'entourer du maximum de donne possible. L'expert prend en mains dès les premiers instants la cause de la victime et lui donne ainsi la plus grande somme d'impartialité et de lumière. Il la conduit ainsi successivement devant les diverses juridictions où elle peut être traduite.

Dans les chapitres qui vont suivre et que nous consacrons à l'étude des législations étrangères, nous allons voir la supériorité de la loi française dans les garanties qu'elle donne à l'assureur et à l'assuré, supériorité qu'elle doit en grande partie au rôle précoce et prépondérant qu'elle a su réserver au médecin.

LOIS ÉTRANGÈRES

Loi Suisse

(23 mars 1877).

La Suisse ne possède actuellement que la loi du 23 mars 1877 qui rend le propriétaire d'une fabrique responsable des dommages causés par sa faute, par celle de son mandataire et même par le fait de l'exploitation de la fabrique sans qu'il y ait faute de ses préposés. La loi Suisse réserve cependant au patron le droit de prouver que la faute est due à la victime ou à un cas de force majeure. Cette loi fait rentrer les maladies professionnelles dans les risques que doit indemniser l'industrie. La loi Suisse institue donc en faveur de l'ouvrier le système inverse de celui que le Code civil établissait en France avant 1898. Elle renverse la preuve et la met à la charge du patron. Cette loi n'eût pas de succès et son application eut des résultats tel que le 5 octobre 1899 les Chambres fédérales votèrent un projet de loi sur l'assurance obligatoire contre les maladies et les accidents. Ce projet qui était une copie exacte de la loi allemande fut soumis le 20 mai 1900 à un référendum populaire. Le vote lui fut défavorable, et le pro-

jet fut repoussé par 340.000 voix contre 145.000. L'interprétation de ce vote est difficile, mais il est probable qu'il ne condamne qu'un des éléments de la loi. En effet, les Chambres fédérales firent passer le 28 juin 1901 une loi d'assurance « des militaires contre les conséquences économiques des maladies et accidents qu'ils subissent pendant l'exercice de leurs fonctions ». Cette loi est le prélude d'une loi générale et présente ce point particulier que la simulation est passible des mêmes peines que l'escroquerie ou la tentative d'escroquerie. Cette loi étant purement militaire ne donne pas lieu à l'intervention du médecin telle que nous l'avons vu jusqu'ici, elle se borne au rapport du médecin militaire du corps auquel appartient le blessé.

Allemagne (6 juillet 1884).

La loi allemande du 6 juillet 1884 est la première qui ait consacré le principe du risque professionnel, elle eut de ce chef une très grande influence sur les législations postérieures. Voici comment la loi allemande considère l'accident du travail. Dans l'accident elle fait entrer non seulement les blessures, mais les processus pathologiques internes de nature tant physique que psychique quand ils ont été déterminés chez la victime par un événement extérieur et soudain. Il n'est pas nécessaire que la blessure déterminée par l'accident constitue la cause unique

de la maladie ou de la mort, il suffit que cette blessure soit parmi les causes qui ont coopéré efficacement au résultat final. La loi allemande ne rénumère que l'accident arrivé au cours du travail et sous ce rapport elle est moins large que la loi française.

L'indemnité tarifée et variable suivant le salaire est due à tous ceux qui travaillent pour le compte d'autrui dans les travaux agricoles industriels ou domestiques. Cette indemnité est payée par le patron (1), mais elle n'est due qu'aux personnes ne gagnant pas plus de 2000 marks par an (2); cependant le patron peut étendre le bénéfice de l'assurance à des salaires gagnant davantage. Cette indemnité est due par l'ensemble des patrons possédant des industries similaires et réunis en corporations. L'assemblée de la corporation établit des catégories de risques pour les industries qui dépendent d'elle. D'après les risques plus ou moins grands qu'elles présentent, on détermine les chiffres de la cotisation

1. L'ouvrier contribue cependant indirectement à l'assurance contre les accidents en alimentant pour partie la caisse d'assurance contre la maladie. Cette caisse supporte une assez grande partie des frais auxquels donne lieu l'accident, car pendant les treize premières semaines elle supporte les frais de traitement et les indemnités journalières. Ce n'est qu'à partir de la quatorzième semaine que ces frais tombent à la charge de l'assureur.

2. L'assurance contre les accidents est obligatoire pour les ouvriers, mais elle n'est pas limitative aux personnes dont le travail est rénuméré. (Décision de l'office impérial du 23 septembre 1884, 8 janvier 1887 et du 9 juillet 1889).

à payer, le système constitue une lourde charge pour l'industrie si l'on pense que pour la profession de carrier par exemple le chiffre de cotisation est de 28 francs pour 100 francs de salaire et que ce chiffre s'accroîtra encore. C'est à la corporation qu'incombe l'obligation de réparer l'accident et dans le cas où l'une de ces associations viendrait à disparaître, cette obligation tombe à la charge de l'Etat. Cette indemnité n'est due qu'après une incapacité de travail de plus de treize semaines. Jusqu'à cette époque l'ouvrier est indemnisé par l'assurance contre les maladies. L'indemnité est réglée par les corporations, quitte aux ouvriers à recourir aux tribunaux locaux et en dernier ressort à l'office impérial de Berlin qui centralise toutes les questions qui ont rapporté cette loi. Cette juridiction spéciale n'est pas la seule différence que présente la loi allemande avec la loi française, celle-ci à l'inverse de celle-là n'indemnise pas le cas fortuit et fait rentrer la faute des étrangers dans le droit commun, pour la majorité des cas.

Voici quelle est la marche suivie par l'accident. Le chef d'industrie remet à la police locale une déclaration par écrit de tout accident, dans les deux jours qui suivent cet accident. Tout accident qu'on prévoit devoir entraîner une incapacité de plus de treize semaines fera de la part de la police locale l'objet d'une enquête. Prendront part à l'enquête le patron, le fondé de pouvoirs de sa corporation et un fondé de pouvoirs de la caisse de maladies. L'in-

demnité après seize semaines sera réglée par la corporation à laquelle appartient l'industriel. Si ce règlement ne convient pas à l'ouvrier il en appellera à la juridiction arbitrale locale qui aura recours à un expert s'il est nécessaire.

Dans ce court exposé nous voyons les différences que présente la loi allemande dans le rôle qu'elle confie au médecin. Celui-ci n'est point appelé à faire un certificat de premier constat ; il n'est pas davantage appelé dans la première enquête à faire œuvre d'expert, et si nous considérons d'autre part que l'enquête au lieu d'être limitée du quatrième au dixième jour sera faite dans un délai non spécifié, il en résulte que la blessure aura pu changer totalement de caractère quand l'affaire sera arrivée devant les tribunaux locaux de première instance, et que par conséquent la porte est largement ouverte aux simulateurs. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas manqué d'en profiter. C'est ce que révèlent les statistiques allemandes et ce qu'exprimait le *Journal des Economistes* (juillet 1892) en disant : « nombre d'entre eux aspirent au moyen de la nouvelle loi à se faire considérer comme invalides ou tout au moins à allonger la durée de leur maladie ».

Extraits de la loi du 6 juillet 1884.

. ,

Article 5. — L'assurance a pour objet la réparation calculée d'avance d'après les dispositions suivantes du dommage causé

par les blessures ou la mort. En cas de blessures la réparation du dommage comprend :

1^o Les dépenses pour le traitement faites après le commencement de la quatorzième semaine après l'accident ;

2^o Une pension qui doit être servie à l'assuré tant que dure l'incapacité de travail à partir du commencement de la quatorzième semaine après l'accident,

Cette pension est fixée d'après le salaire de l'année de travail en prenant pour base ce que l'ouvrier a touché en moyenne comme salaire ou traitement journalier durant la trentième année qu'il a passée dans l'établissement industriel où l'accident s'est produit, toute fraction au-dessus de quatre marks entre en compte pour un tiers seulement.

La pension a pour montant :

a) En cas de complète incapacité de travail lucratif et tant que dure celle-ci soixante-six et deux tiers pour cent du salaire de l'année de travail.

b) En cas d'incapacité partielle de travail lucratif et tant que dure celle-ci une fraction de la pension spécifiée à la lettre a, qui est calculée proportionnellement à la capacité de travail lucratif subsistante.

Le blessé et ses proches sont déchus de tout droit lorsqu'il a provoqué à dessein l'accident industriel.

.

Article 9. — L'assurance s'effectue sous forme d'assurance mutuelle entre les entrepreneurs des différentes industries qui tombent sous le coup de l'article 1, lesquels dans ce but sont réunis en associations professionnelles. Les associations professionnelles seront établies pour des circonscriptions déterminées et comprendront tous les établissements qui se trouvent dans les

circonscriptions et qui appartiennent à la branche d'industrie pour laquelle elles sont établies.

Article 28. — L'assemblée de l'association doit établir des catégories de risques pour les industries qui dépendent de l'Association d'après les risques plus ou moins grands qu'elles présentent et de terminer les chiffres des cotisations qui y correspondent.

Article 51. — L'entrepreneur industriel doit remettre à l'autorité de police locale une déclaration par écrit de tout accident survenu dans une usine soumise à l'assurance, qui a causé la mort d'une personne occupée dans cette industrie ou des blessures ayant pour conséquence une incapacité de travail de plus de trois jours ou la mort.

Article 53. — Tout accident déclaré qui a causé la mort d'une personne assurée ou lui a infligé une blessure qu'on prévoit devoir entraîner la mort ou une incapacité de travail lucratif de plus de treize semaines doit le plus tôt possible faire l'objet d'une enquête de la part de l'autorité de police locale...

Article 57. — Le règlement des indemnités dues aux blessés ou aux parents qu'ils laissent s'ils ont été tués est fait par la direction de l'Association...

Article 62. — La personne victime de l'accident ou les parents qu'elle laisse peuvent se pourvoir devant l'Administration impériale des assurances contre la décision de l'autorité administrative inférieure.

. Autriche

(28 décembre 1887).

La loi autrichienne a pris comme modèle la loi allemande et l'a copiée dans ses dispositions essentielles. Elle en diffère cependant dans nombre de points originaux. C'est toujours le risque professionnel qui est le fondement de cette loi et comme conséquence, le patron supporte les frais de l'accident, mais il n'est plus seul à le faire, et l'ouvrier contribue pour un dixième au paiement de l'indemnité mais seulement lorsque son salaire dépasse 2 fr. 50 par jour. Comme en Allemagne, les patrons sont groupés en corporations, mais les nécessités ethniques et géographiques qui dominent la politique de l'Autriche-Hongrie font que ces corporations ne sont plus professionnelles. Elles sont provinciales. Les patrons acquittent une cotisation proportionnelle aux risques que comporte leur industrie.

La loi autrichienne assure les ouvriers et employés « contre les suites des accidents survenus en cours de travail ». Les accidents dus à la force majeure sont garantis comme ceux occasionnés par le cas fortuit. En cas de faute du patron, la corporation se fait rembourser par lui l'indemnité qu'elle a dû payer tandis que la loi allemande accorde en pareil cas un

recours au blessé. Enfin l'indemnité pour accident est due cinq semaines après l'interruption du travail et est représentative des intérêts d'une somme effectivement déposée par la corporation.

En ce qui concerne l'intervention médicale, la loi autrichienne comme la loi allemande ne demande pas au médecin un certificat de premier constat. L'expertise peut être demandée lors de l'enquête faite par les autorités locales et lorsque les parties mécontentes de la décision rendue par la corporation auront porté le litige devant un tribunal arbitral local. Enfin dernière différence avec la loi allemande, il n'existe pas de juridiction d'appel spéciale (1).

Norvège

(23 juillet 1894).

La loi norvégienne s'est aussi inspirée de la loi allemande, mais présente également ses points originaux qu'il est intéressant d'étudier. En ce qui concerne le système des assurances, il n'y a qu'un assureur ; c'est l'Etat qui centralise les primes que doi-

1. Cette différence disparaîtra bientôt, car il se produit parmi les tribunaux arbitraux locaux un mouvement favorable à la création à Vienne d'un office impérial. Ces vœux viennent d'être pris en considération par les Ministères de la Justice et de l'Intérieur qui viennent de mettre cette question à l'étude.

vent verser les patrons d'après le nombre d'ouvriers qu'ils emploient et les risques d'accidents qu'ils courent.

En cas d'accident, le propriétaire de l'établissement où il s'est produit, avise l'inspecteur du travail qui fait l'enquête en demandant si besoin est le concours d'un médecin. L'enquête est transmise à l'établissement royal d'assurance qui fixe le chiffre de l'indemnité. Tout ceci, absence de certificat de premier constat et répartition des indemnités par l'assureur, est emprunté au système allemand. Mais voici qui est spécial à la loi norvégienne. Les parties peuvent en appeler de cette première décision en la soumettant à l'examen d'une commission siégeant à Christiania, et dont voici le mode de composition : un docteur en médecine, un docteur en droit et un ingénieur nommés par le roi, deux patrons et deux ouvriers nommés par le Parlement. C'est la première fois que nous voyons un médecin remplir en cette qualité une magistrature.

Angleterre

(6 août 1897).

La loi anglaise, comme la loi allemande, adopte le principe du risque professionnel dont elle fait supporter les charges au patron. Les risques couverts par la loi sont « tous les dommages corporels causés

à l'ouvrier par un accident survenu à raison et dans le cours du travail ». Comme les lois allemande et autrichienne, la loi anglaise exige la réunion de ces deux conditions, la relation de cause à effet entre l'accident et le travail, et la production de l'accident pendant le travail. Les accidents dus à la force majeure ou au cas fortuit qui surviennent pendant le travail, sont indemnisés par le patron. Les différences que présente la loi anglaise tiennent à l'esprit traditionnaliste et au respect de la liberté individuelle qui ont toujours été les traits caractéristiques du tempérament anglais. Ainsi, par exemple, lorsqu'il y a faute lourde de l'ouvrier, la loi ne s'applique plus, et M. Chamberlain déclarait monstrueuse celle qui, comme la loi française, lui accorde dans ce cas une réparation. En revanche, dans ces cas de faute lourde, le droit commun reprend son empire, et la victime peut faire la preuve de la culpabilité de son patron et reconquérir si elle y réussit le bénéfice de la loi de 1897. Le même esprit se fait remarquer dans l'organisation de l'assurance. Les patrons peuvent rester isolés ou s'associer s'ils le désirent ; ils peuvent même s'inscrire auprès d'une société ouvrière d'assurance. Pour que les conventions soient valables, il suffit que le *Registrar of friendly societies* (1) décline un cer-

1. Le *Registrar* anglais n'a pas son équivalent en France. C'est un homme choisi pour sa compétence et la sûreté de son caractère, afin d'être à la fois le guide et le défenseur

tificat constatant que le système adopté après accord des parties n'est pas moins favorable à l'ouvrier que la loi de 1897.

Voici quelle est la marche suivie par l'accident. Disons d'abord que tout accident survenu dans une fabrique devra être déclaré, s'il a causé la mort de la victime ou une incapacité de plus de trois jours, au médecin certificateur du district. Ce médecin fait un certificat de premier constat et l'ouvrier doit s'y soumettre sous peine de perdre son droit à l'indemnité. Ce certificat n'est point propre à la loi anglaise, mais l'existence du médecin certificateur lui appartient en particulier, ainsi que la mesure suivante : « Tout ouvrier recevant une pension en indemnité devra s'il en est requis par le patron ou la personne contre qui le patron aura recours en vertu de la présente loi, devra se soumettre (1) de temps en temps à l'examen d'un médecin dûment qualifié, rétribué et envoyé par le patron ou ladite personne... Le certi-

des associations ouvrières. La manière dont il est choisi sans que la politique ou les influences y puissent prendre part, est la meilleure garantie de son impartialité et de sa compétence. Lors de la discussion de la loi devant la Chambre des Lords, un des membres de cette Chambre, Lord Belper, déclarait que cette innovation serait la plus importante de la loi et lui donnerait la plus haute valeur.

1. L'ouvrier peut refuser le médecin qui lui est envoyé, car en Angleterre l'exercice de la médecine est libre et le diplôme du médecin n'a de valeur que par la renommée de l'Université qui l'a délivrée.

ficat de ce médecin sera remis au patron et à l'ouvrier et fera foi de la situation du blessé à ce moment. L'ouvrier qui se refuserait à cet examen ou y mettrait obstacle sera suspendu de son droit à l'indemnité hebdomadaire jusqu'à ce que l'examen ait eu lieu ».

Le règlement de l'indemnité se fait, comme en Allemagne, par un comité, mais si l'une des parties fait opposition, le différent peut être tranché par un arbitre unique (1) que choisissent les parties ou à défaut d'un accord entre elles, le Juge de la Cour du Comté. L'arbitre pourra désigner un médecin pour les objets soumis à l'arbitrage ; et la loi anglaise reconnaît à l'arbitre les mêmes pouvoirs qu'au juge pour l'exécution de ses sentences. L'expertise médicale peut également, comme dans toutes les législations, être réclamée par les tribunaux de première et de seconde instance.

Extraits de la loi du 6 août 1897.

Art. 1. — Si dans un travail auquel s'applique la présente loi, un dommage corporel est subi par un ouvrier dans son travail et à raison de son travail, le patron sera dans les conditions qui vont suivre tenu de lui payer une indemnité conforme à l'annexe I de la loi.

1. L'arbitre désigné pourra être le médecin lui-même conformément à la loi sur l'arbitrage de 1889.

Art. 2. — Toutefois A) le patron ne sera pas responsable d'un accident qui ne rendrait pas l'ouvrier incapable de gagner pendant deux semaines, au moins, le salaire entier de sa profession.

b) Si le dommage est causé par la négligence ou le fait personnel du patron ou de quelqu'un dont le patron est responsable, — qu'il s'agisse d'acte ou d'omission — la responsabilité civile du patron subsiste, et dans ce cas l'ouvrier a le choix ou de réclamer l'indemnité allouée par la présente loi, ou de recourir à la voie qui était ouverte en avant...

...c) La demande de l'ouvrier sera repoussée s'il est établi que l'accident est dû à une faute lourde de sa part...

Art. 3. — Si le *Registrar of Friendly Societies* après avoir pris l'avis des patrons et des ouvriers certifie qu'un système de secours ou d'assurance organisé en faveur des ouvriers par une seule ou par plusieurs maisons associées, est en somme aussi avantageux aux ouvriers et à leurs ayants-droit que les dispositions de la présente loi, ce ou ces patrons pourront, tant que le certificat n'aura pas été révoqué, convenir avec leurs ouvriers, que le système sera substitué à celui qui établit la loi et dans ce cas leur responsabilité sera réduite aux dispositions ainsi convenues...

Annexe I. Parag. 3. — Tout ouvrier qui a donné avis d'un accident doit, s'il en est requis, se soumettre à la visite de tout médecin dûment qualifié, envoyé et rétribué par le patron. S'il s'y refuse ou y apporte quelque obstacle, son droit à l'indemnité sera suspendu jusqu'à ce qu'il se soit soumis à l'examen.

Parag. 11. Tout ouvrier recevant une pension en indemnité devra, s'il en est requis par le patron ou la personne contre qui

le patron a recours en vertu de la présente loi, se soumettre de temps en temps à l'examen du médecin dûment qualifié, envoyé et rétribué par le patron ou ladite personne. Si l'ouvrier refuse le médecin ou conteste le diplôme qui lui est présenté, il pourra se faire examiner par l'un des médecins commissionnés par application de la loi et mentionnés à l'Annexe II. Le certificat du médecin sera remis au patron et à l'ouvrier et fera foi de la situation de celui-ci à ce moment. L'ouvrier qui se refuserait à cet examen ou y mettrait obstacle sera suspendu de son droit à l'indemnité hebdomadaire jusqu'à ce que l'examen ait eu lieu.

Annexe II. Parag. 2. — En cas d'opposition, le différend sera tranché par un arbitre unique que choisiront les parties ou à défaut d'accord entre elles, que choisira le Juge de la Cour du comté conformément aux règlements...

Par. 3. Tout arbitre désigné par le juge aura pour l'exécution de la présente loi les mêmes pouvoirs que le juge lui-même...

Par. 13. Le Secrétaire d'Etat peut appointer un médecin pour l'exécution de la loi ; tout comité, arbitre ou juge, peut suivant les règles établies par le secrétaire d'Etat désigner un médecin pour les objets soumis à l'arbitrage...

Italie

(17 mars 1898).

La loi italienne se rapproche par certains points de la loi française ; ainsi l'assurance couvre « tout accident survenu par suite de cause violente à l'occasion

du travail » au contraire de la loi allemande dans laquelle l'accident doit se produire sur le lieu du travail. Autre ressemblance avec la loi française : la force majeure est exclue du risque professionnel, mais la faute de l'ouvrier y rentre ainsi que celle du patron en se compensant réciproquement. Enfin dernière ressemblance, il n'existe pas de juridictions spéciales pour appliquer la loi, les tribunaux ordinaires en sont chargés. Au point de vue de l'assurance, les patrons ne sont plus groupés pour être leurs propres assureurs, ils assurent leurs ouvriers à la Caisse nationale contre les accidents où à une société ou compagnie privée dûment autorisée. L'indemnité est due après cinq jours d'incapacité de travail, constatée officiellement dans le certificat du médecin. L'incapacité temporaire peut être partielle et la loi italienne partage cette disposition avec la loi danoise.

Danemark

(15 janvier 1898).

La loi danoise qui rentre dans la catégorie des lois calquées sur le système allemand en diffère en ce qu'elle n'accorde pas l'indemnité lorsqu'il y a négligence grave de la part de l'ouvrier. Elle en diffère encore en ce que le patron est libre d'être son propre assureur, mais il peut aussi se décharger de son risque en s'assurant à une société mutuelle ou d'assu-

rances approuvée par l'Etat. La loi danoise se rapproche de la loi norvégienne en ce que le droit à l'indemnité est fixé en cas de débat par un conseil d'assurances résident à Copenhague et composé de trois membres nommés par le roi parmi lesquels un médecin, deux patrons nommés par le Ministre de l'Intérieur et deux ouvriers nommés par les membres des caisses de maladie. A l'encontre de toutes les lois qui ne reconnaissent qu'une sorte d'incapacité temporaire, sauf la loi Italienne qui présente la même disposition, la loi danoise reconnaît une incapacité temporaire partielle et une totale.

Espagne

(30 janvier 1900).

La loi espagnole rentre dans le groupe de lois auquel appartiennent les lois italienne et française. Certaines de ses dispositions essentielles le démontrent, ainsi le caractère forfaitaire de l'indemnité, la responsabilité des accidents survenus « à raison et dans l'exercice du travail », l'exclusion du cas de force majeure et du cas fortuit. La loi espagnole cependant se rapproche de la loi allemande en ce qu'elle organise des tribunaux spéciaux composés d'un jury mixte de patrons et d'ouvriers sous la direction d'un magistrat et qui statueront sur les contestations. Cette organisation est en voie d'éclosion et en attendant, les tribunaux ordinaires sont saisis comme en France des affaires d'accidents.

Hollande

(2 janvier 1901).

La loi hollandaise est une copie exacte de la loi norvégienne. La charge du risque est exclusivement supportée par les patrons qui alimentent la Banque Royale chargée d'allouer les indemnités. L'organisation de l'assurance est donc à la fois obligatoire et officielle. La loi englobe dans le risque professionnel « tout accident survenu dans l'exercice de l'industrie », qu'il soit ou non la conséquence nécessaire du travail. Elle couvre donc la force majeure, le cas fortuit, et la faute même lourde de l'ouvrier et du patron.

La responsabilité du patron est cependant susceptible de revivre lorsque le salaire de l'ouvrier dépasse 4 florins (10 francs).

Suède

(5 juillet 1901).

La loi suédoise s'inspire de la loi norvégienne en constituant un établissement royal d'assurances. Mais le patron reste libre d'être son propre assureur. Elle ressemble à la loi allemande en ce qu'elle fait rentrer dans les risques professionnels la force majeure et le cas fortuit. La déclaration de l'accident sera faite à la police locale qui se chargera de l'enquête et, fait

particulier qui distingue cette loi parmi celles qui sont d'inspiration allemande, « il sera envoyé à la même autorité et aussitôt que possible un certificat médical, établi aux frais du patron, relatif aux causes du décès ou à la nature de la blessure ou à l'état du blessé. Si le certificat médical ne peut être obtenu qu'au prix de dépenses exorbitantes, on peut envoyer à sa place, un certificat du pasteur de la paroisse ou d'un fonctionnaire public. » Il n'existe pas de juridiction spécialement créée en vue de l'application de la loi.

Résumé comparatif des lois actuelles sur les accidents du travail.

Les lois actuelles sur les accidents du travail procèdent toutes d'un même phénomène économique et social et dérivent toutes de la loi allemande. Le point commun de toutes les lois en vigueur aujourd'hui, exception faite pour la loi Suisse qui va d'ailleurs être remplacée, est le risque professionnel. Mais cette idée du risque professionnel n'est point nouvelle, puisque nous la trouvons nettement formulée dès 1604 et appliquée aux ouvriers mineurs. L'indemnité accordée à tous les accidents a nécessité leur catégorisation et l'intervention du médecin pour la détermination de la catégorie dans laquelle rentrera un accident donné et de l'indemnité afférente.

Malgré ces points communs à toutes les lois actuelles, il existe entre elles de profondes divergences produites par le génie particulier de chaque peuple et qui ont leur répercussion sur le rôle confié au médecin. Pourtant ces divergences permettent la systématisation des lois actuelles en trois groupes principaux :

Le groupe germanique autoritaire et communautaire dans lequel la liberté individuelle disparaît sous le groupement auquel est rattaché l'individu. Aussi ne tient-on aucun compte de la faute subjective, mais seulement du fait objectif. La contrainte légale s'exerce partout et le juge applique une indemnité prévue et tarifée à l'avance. Il existe des juridictions spéciales auxquelles est réservée l'application de la loi. La loi a tout prévu, tout réglé, il ne subsiste aucune initiative, aucune responsabilité. Il en résulte que, dans ce groupe de lois, le rôle du médecin, qui doit faire œuvre personnelle, sera réduit à son minimum : l'expertise et le moins souvent possible.

Le groupe anglo-saxon est exactement l'opposé du groupe précédent et se distingue par son caractère individualiste et libéral. La loi protège l'ouvrier, mais elle sauvegarde la responsabilité et le libre arbitre de chacun, la faute grave de l'ouvrier et celle du patron retomberont également sous le coup de la loi commune.

La plus grande liberté est laissée au patron dans l'organisation de son assurance, comme au juge

dans l'évaluation de l'indemnité qui peut osciller entre un maximum et un minimum prévus. Les parties peuvent se soustraire à la loi par l'adoption d'un contrat particulier dont la valeur sera examinée par un magistrat qui a le pouvoir d'arrêter le cours des lois quand il le juge opportun. Cette loi essentiellement libérale donne de grands pouvoirs au médecin. Il décline le certificat de premier constat, assiste à l'arbitrage qu'il peut faire lui-même, et naturellement peut-être appelé en qualité d'expert devant les juridictions ordinaires du royaume.

Entre ces deux types extrêmes, du régime libéral représenté par la loi anglaise et du régime autoritaire qui est celui de l'Allemagne, se place le type mixte de plusieurs législations parmi lesquelles la législation française. En voici les traits principaux : obligation de l'assurance, mais liberté dans le choix de l'assureur moyennant garanties préalables. Les fautes lourdes ne font pas revivre le droit commun. Caractère transactionnel et forfaitaire de l'indemnité. Le cas fortuit ne rentre pas dans le risque professionnel. Le blessé conserve sa liberté dans la direction de son traitement et le choix de son médecin. Celui-ci fait la première constatation de la blessure dans son certificat et pose ainsi la base de la procédure.

Ce système mixte nous paraît le meilleur, surtout si nous le comparons au système allemand qui fait du blessé une entité mécanique qui sera remise automatiquement en fonctions. Le système anglais donne

toutes les garanties d'ordre médical au blessé mais laisse par son respect de la liberté individuelle le champ libre à tous les aléas qui pourraient faire perdre au blessé le bénéfice de son indemnité. Cependant la loi française pourrait avantageusement lui emprunter l'excellente mesure qui soumet le blessé en traitement à la visite du médecin de l'assureur ou du médecin officiellement nommé à cet effet. La loi française par cette extension donnée au rôle du médecin compléterait les garanties qu'elle offre aux intéressés et prendrait une réelle supériorité sur toutes les lois étrangères.

CONCLUSIONS

1. — Toutes les lois en vigueur actuellement ont un principe commun qui est celui du risque professionnel.

2. — Ce principe du risque professionnel n'est pas nouveau puisqu'il se trouve déjà exprimé dans une ordonnance rendue en 1604 par Henri IV, en faveur des ouvriers mineurs. Les secours médicaux y sont organisés aux frais du patron au nom du risque professionnel.

3. — Toutes les lois actuelles dérivent de la loi allemande, mais peuvent être groupées en trois systèmes :

a) Le système allemand, autoritaire, a tout prévu et de ce chef ne laisse que peu d'initiative au médecin.

b) Le système anglais, libéral et individualiste, respecte toutes les libertés et réserve un rôle important au médecin.

c) Le système mixte auquel appartient la loi française.

4. — Le système français est un des meilleurs parce qu'il offre, comme le système allemand, le maximum de garanties pour l'ouvrier contre l'assu-

reur et comme le système anglais le maximum de garanties pour l'assureur contre le simulateur par une intervention médicale bien comprise.

5. — La loi française ne pourrait que gagner encore en s'appropriant la mesure de la loi anglaise qui soumet l'ouvrier en cours de traitement à la visite d'un médecin.

Vu : le Président de la thèse,

BROUARDEL

Vu : le Doyen,

DEBOVE

Vu et permis d'imprimer,
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

I. — LOI DU 9 AVRIL 1898

Loi française concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

TITRE PREMIER. — *Indemnités en cas d'accidents.*

Article premier. — Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

Article 2. — Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse deux mille quatre cents

francs (2.400 francs) ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires quant au chiffre de la quotité.

Article 3. — Dans les cas prévus à l'article premier, l'ouvrier ou employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. Une rente viagère égale à 20 p. 100 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 p. 100 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 p. 100 s'il y en a deux, de 35 p. 100 s'il y en a trois et 40 p. 100 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 p. 100 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 p. 100 du salaire, ni 60 p. 100 dans le second.

C. Si la victime n'a ni conjoint, ni enfants dans les termes

des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui était à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à 16 ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 p. 100 du salaire annuel de la victime sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 p. 100.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables par trimestre ; elles sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents qui cesseront de résider sur le territoire français recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Article 4. — Le chef d'entreprise supporte en outre les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs (100 francs) au maximum.

Quant aux frais médicaux et pharmaceutiques, si la victime a fait choix elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

Article 5. — Les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité, comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient .

1° Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des Sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se con-

formant aux statuts-type approuvés par le Ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ;

2° Que ces Sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la Société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

Article 6. — Les exploitants de mines, minières et carrières peuvent se décharger des frais et indemnités mentionnés à l'article précédent moyennant une subvention annuelle versée aux Caisses ou Sociétés de secours constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la Société et approuvés par le Ministre des Travaux publics.

Ces deux dispositions seront applicables à tous autres chefs d'industrie qui auront créé en faveur de leurs ouvriers des caisses particulières de secours en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Article 7. — Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

Article 8. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize ans ou

à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

Article 9. — Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la Caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entreprise.

Le tribunal, en chambre du conseil, statuera sur ces demandes.

Article 10. — Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

TITRE II. — *Déclaration des accidents et enquête.*

Article 11. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré, dans les quarante-huit heures, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal.

Cette déclaration doit contenir les noms et adresses des témoins de l'accident, Il y est joint un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La même déclaration pourra être faite par la victime ou ses représentants.

Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin est remis par le maire au déclarant.

Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

Art. 12. — Lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et le certificat médical au juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de cet avis, le juge de paix procède à une enquête à l'effet de rechercher :

- 1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;
- 2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent ;
- 3° La nature des lésions ;
- 4° Les ayants droits pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité ;

5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes.

Art. 13. — L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de procédure civile, en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée.

Le juge de paix doit se transporter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

Il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête.

Il n'y a pas lieu, toutefois, à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées, ni dans celles de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, ni dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets. Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements ou entreprises et, en ce qui concerne les exploitations minières, les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport.

Sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés dans le procès-verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les dix jours à partir de l'accident. Le juge de paix avertit, par lettre recommandée, les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront, pendant un délai de cinq jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition, affranchie du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de cinq jours, le dossier de l'enquête est transmis au président du tribunal civil de l'arrondissement.

Art. 14. — Sont punis d'une amende de un à quinze

francs (1 à 15 francs) les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 11.

En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de seize à trois cents francs (16 à 300 francs).

L'article 463 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

TITRE III. — *Compétence. — Juridictions. — Procédure.* *Revision.*

Art. 15. — Les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprise, relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

Art. 16. — En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement convoque, dans les cinq jours, à partir de la transmission du dossier, la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter.

S'il y a accord des parties intéressées, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, qui donne acte de cet accord.

Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile.

Si la cause n'est pas en état, le tribunal surseoit à statuer et l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive.

Le tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision, sa décision sur ce point sera exécutoire nonobstant appel.

Art. 17. — Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois, l'appel devra être interjeté dans les quinze

jours de la date du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera pas recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas du jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La Cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

Article 18. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident.

Article 19. — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive.

Le titre de pension n'est remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans.

Article 20. — Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre premier.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

Article 21. — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

Sauf dans le cas prévu à l'article 3, paragraphe A, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs.

Art. 22. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants-droit, devant le tribunal.

A cet effet, le président du tribunal adresse au procureur de la République, dans les trois jours de la comparution des parties prévue par l'article 16, un extrait de son procès-verbal de non-conciliation ; il y joint les pièces de l'affaire.

Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13 (paragraphe 2 et suivants) de la loi du 22 janvier 1851.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière, et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

TITRE IV. — *Garanties.*

Article 23. — La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droits relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le n° 6.

Le paiement des indemnités pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

Article 24. — A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les Sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les Syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés

par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie constitué comme il va être dit et dont la gestion sera confiée à ladite caisse.

Article 25. — Pour la constitution du fonds spécial de garantie, il sera ajouté au principal de la contribution des patentes des industriels visés par l'article premier, quatre centimes (0 fr. 04) additionnels. Il sera perçu sur les mines une taxe de cinq centimes (0 fr. 05) par hectare concédé.

Ces taxes pourront, suivant les besoins, être majorées ou réduites par la loi de finances.

Art. 26. — La Caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par elle, conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira, pour le remboursement de ses vacances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la Caisse nationale des retraites et, notamment, les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les Sociétés d'assurances et les Syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la Caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la Caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les Compagnies d'assurances.

Art. 27. — Les Compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'Etat et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans

les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les Syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur fonctionnement.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement, pour chaque compagnie ou association, par arrêté du Ministre du Commerce.

Art. 28. — Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse nationale des retraites qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit.

Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé, au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique.

TITRE V. — *Dispositions générales.*

Art. 29. — Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôts de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi, ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquête sur place.

Art. 30. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

Art. 31. — Les chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 francs), de faire afficher dans chaque atelier la présente loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution.

En cas de récidive dans la même année, l'amende sera de seize à cent francs (16 à 100 francs).

Les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 pourront être constatées par les inspecteurs du travail.

Art. 32. — Il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la marine et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du Ministère de la Guerre.

Article 33. — La présente loi ne sera applicable que trois mois après la publication officielle des décrets d'administration publique qui doivent en régler l'exécution.

Article 34. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

II. — LOI DU 30 JUIN 1899.

Concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi des machines mues par des moteurs inanimés.

Article unique. — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.

Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

Si la victime n'est pas salariée, ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée, selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune. En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture.

BIBLIOGRAPHIE

- BELLOM. — La loi sur les accidents. Commentaires.
— L'assurance contre les accidents à l'étranger.
- BECKER. — Les accidents du travail. Guide de l'expert.
- BLOUDET. — Responsabilité avant et après 1898. Thèse de droit, Paris, 1901.
- BOUQUET. — Evolution de la responsabilité dans diverses législations. Th. droit, Paris, 1902.
- BOUYER. — Le médecin et la nouvelle loi sur les accidents.
- BRY. — Législation industrielle.
- G. BROUARDEL. — Les accidents du travail. Guide du médecin.
- CHARDENIN. — Commentaire historique de la loi de 1898.
- FERRETTE ET LAVAL. — Commentaire de la loi et considérations médicales.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières.
- MARTIN SAINT-LÉON. — Histoire des corps de métiers.
- MOUSSON LANAUZE. — L'incapacité permanente partielle. Th. médecine, Paris, 1901-1902.
- ORTUS. — Responsabilité avant et après, 1898. Th. droit, Montpellier, 1901.
- RAMÉ. — Etude au point de vue médical de la loi de 1898. Th. Paris, 1901.

ROQUES. — La médecine des accidents et les hôpitaux corporatifs en Allemagne. Thèse Paris, 1900-1901.

SACHET. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail.

SERRE. — Les accidents du travail. Commentaires de la loi.

THOINOT. — Les accidents du travail et les affections médicales d'origine traumatique.

WAGNER. — Première pratique et jurisprudence médicale de la loi. Thèse Paris, 1901-1902.

Textes des lois étrangères.

ALLEMAGNE.	Annuaire de législation étrangère	1884,	page 121
AUTRICHE.	«	«	« 1887 — 443
NORVÈGE.	«	«	« 1894 — 733
ANGLETERRE.	«	«	« 1897 — 18
ITALIE.	«	«	« 1898 — 392
DANEMARCK,	«	«	« 1898 — 566
ESPAGNE.	«	«	« 1900 — 375
SUISSE.	«	«	« 1875 — 450
—	«	«	« 1899 — 1100
SUÈDE.	«	«	« 1901 — 422
HOLLANDE.	«	«	« 1901 — 291

